

Conférence organisée par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest en collaboration avec la Direction de l'Agriculture et des Echanges et le Pôle de développement de l'OCDE.

**« Volatilité des Prix Alimentaires et Agricoles – Vues et Perspectives Africaines »  
- PARIS, le 14 juin 2011.**

Mot d'introduction de M. François-Xavier de Donnea, Président du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest

Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs  
Mesdames, Messieurs en vos titres et qualités,

C'est pour moi un grand plaisir de vous accueillir ici au Centre de Conférence de l'OCDE. J'aperçois autour de cette table et dans cette salle, de nombreux représentants du continent africain venus, dans leur diversité, exprimer leurs visions, leurs points de vues, leurs propositions ; venus en un mot contribuer à un débat global de première importance pour eux : le débat sur la volatilité des prix agricoles et alimentaires.

L'Afrique représente 20% des terres immergées de la planète ; elle est aussi le deuxième continent le plus peuplé derrière l'Asie. Dernière grande région du Monde majoritairement sous-développée, elle ne compte qu'un seul représentant au sein du G20. Lui donner toutes les occasions possibles de s'exprimer est à mon avis une exigence morale et politique. Ce que nous faisons ici ensemble, relève de cette exigence.

Mais je vois aussi parmi nous des représentants de pays membres de l'OCDE et des nouvelles puissances économiques qu'il faudra bien un jour cesser d'appeler « émergentes » tant leur poids dans la marche du monde est désormais important. Sont également à nos côtés des organisations internationales et régionales, des Banques de développement, de grands centres de recherche.

Enfin, au-delà des origines géographiques et institutionnelles, je note que sont ici réunis des Ministres et des producteurs agricoles, des ambassadeurs et des chercheurs, des hauts fonctionnaires et des journalistes, des experts et des praticiens.

Je souligne cette diversité car je crois qu'elle est essentielle. Elle est le terreau du débat, de la contradiction, de la négociation des idées et des propositions. Pas

plus que les autres parties du monde, l'Afrique en peut prétendre avoir seule les bonnes analyses et les bonnes solutions. Elle a en revanche le droit inaliénable d'être partie prenante du débat.

Tel est l'esprit qui a présidé à la préparation de cette conférence. Et je me dois à ce propos de souligner que le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest a bénéficié d'un appui sans équivoque de la présidence française du G20 et de l'OCDE. Je tiens ici à leur exprimer toute notre gratitude.

Je suis convaincu que cette rencontre montrera que les gouvernements africains ont réagi avec rapidité et vigueur à l'hyper-inflation des prix agricoles de 2008. L'Afrique n'a pas vécu la crise de 2008 en victime ; elle y a fait face en combattante. Des décisions politiques ont été prises et immédiatement mises en œuvre. Avec le recul, il apparaît que certaines mesures d'urgence n'ont pas eu l'effet escompté mais que d'autres ont probablement protégé des millions de personnes de la faim. Des stratégies à moyen terme ont été mises en œuvre et ont eu un effet immédiat sur la croissance de la production agricole.

Notre conférence a pour but, non seulement de mettre en valeur les points de vue africains sur les causes de l'extrême volatilité des prix, mais aussi et surtout de mettre sur la table les solutions africaines pour se prémunir des conséquences de cette volatilité.

Le temps où le Nord préconisait – voir imposait - ses solutions est définitivement révolu. Nous sommes désormais dans l'ère du partenariat où la Coopération consiste à travailler ensemble sur des problèmes communs en apprenant les uns des autres.

-----  
Mesdames et Messieurs  
Chers amis,

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, que j'ai l'honneur et le plaisir de présider, est la plateforme dont les organisations régionales ouest-africaines et leurs partenaires ont choisi de se doter pour construire du consensus au service du développement de la région.

Mais si aujourd'hui, c'est bien toute l'Afrique qui est dans cette salle, je voudrais plaider pour que ce qui fait la vocation du Club soit entendu. Cette vocation est la

coopération régionale. Permettez-moi à ce sujet de vous faire part de quelques considérations importantes à mes yeux :

La première est que l'Afrique n'est pas une région mais un *Continent*.

La seconde est que l'Afrique du Nord, l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, l'Afrique de l'Est et l'Afrique australe ne sont pas, comme on le dit trop souvent, des « sous-régions » mais des *Régions* au même titre que le Moyen Orient, l'Amérique du Sud ou l'Asie Centrale par exemple. Ces régions sont dotées d'institutions d'intégration régionale qui constituent les piliers de l'Union Africaine.

Chacune de ces régions fait face à des situations et des enjeux spécifiques et connaît des interdépendances qui appellent des actions communes. La gestion des crises alimentaires – qu'elles soient la conséquence de la volatilité des prix mondiaux, de politiques agricoles erronées au Nord ou au Sud ou d'accidents climatiques – fait à l'évidence partie des enjeux régionaux. Tout comme les maladies, la faim ignore les frontières. Si tout le monde s'accorde sur la nécessité de campagnes régionales de vaccination contre la polio, comment ne pas accepter que la prévention et la gestion des crises alimentaires requiert une action transnationale à commencer par une bonne coopération régionale.

Nous avons parmi nous d'éminents représentants de Communauté Économiques régionales africaines. Mandatés par leurs États membres, ils sont porteurs d'initiatives et de propositions. J'espère qu'ils seront entendus, écoutés et soutenus.

La coopération régionale africaine est – à mon avis fort injustement – le parent pauvre du dialogue sur les politiques de développement. Le CSAO a notamment pour vocation de rappeler sans cesse à tous, à nos amis africains comme à leurs partenaires des quatre coins du monde, que la promotion de la coopération régionale doit être un des piliers des politiques de développement en général et de la sécurité alimentaire en particulier.

Merci de votre attention !

